



Liberté - Égalité - Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DE/2004/06/

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE.
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES

ROUEN, le 23 MAI 2004

SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

Réf : Affaire suivie par M. Courtin

Téléphone : 02.32.76.52.46

Fax : 02.32.76.54.60

Mél : Monique.COURTIN@seine-maritime.pref.gouv.fr

- ARRÊTÉ -

LE PREFET,

DE LA REGION DE HAUTE-NORMANDIE

PREFET DE LA SEINE-MARITIME

OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

**Société SITA NORMANDIE PICARDIE
GONFREVILLE L'ORCHER**
Modification des prescriptions
ACTUALISATION DES PRESCRIPTIONS

VU :

Le Code de l'Environnement notamment dans ses articles L511-1 et suivants,
Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations
Classées pour la Protection de l'Environnement,

L'arrêté préfectoral en date du 6 juillet 2000, autorisant la SA ECOSITA à exploiter
une station de transit de déchets industriels et une déchetterie exclusivement réservée aux
entreprises dans l'enceinte de l'usine HISPANO à GONFREVILLE L'ORCHER, route du
Pont VIII,

Le courrier en date du 31 mars 2004 relatif à la prise de possession par la société
SITA NORMANDIE PICARDIE dont le siège social est 23, rue Victor Hugo, ZAC des
Bocquets, 76230 BOIS GUILLAUME à compter du 2 janvier 2002 des activités
précédemment exercées par la société ECOSITA à GONFREVILLE L'ORCHER, route du
Pont VIII,

La demande du 31 octobre 2002 de SITA NORMANDIE PICARDIE déclarant
abandonner l'activité de stockage de balles de papier cartons et demandant la suppression
des prescriptions afférentes à cette activité,

Le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 février 2004,
L'avis favorable du conseil départemental d'hygiène en date du 25 février 2004

Les dossiers d'installations classées font l'objet, pour leur gestion, d'un traitement informatisé. Le droit d'accès
au fichier et de rectification prévu par l'article 27 de la loi n° 78.17 du 6 janvier 1978 s'exerce auprès de la Préfecture

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

CONSIDERANT :

Que la société ECOSITA a été autorisée à exploiter par arrêté préfectoral du 6 juillet 2000, une station de transit de déchets industriels et une déchetterie dans l'enceinte de l'usine HIPANO SUIZA sur le territoire de la commune de GONFREVILLE L'ORCHER, route du Pont VIII,

Que cette activité a été reprise par SITA NORMADIE PICARDIE qui en a pris possession le 2 janvier 2002,

Que suite à l'abandon par cette société de l'activité de stockage de balles de papier cartons, les activités ne génèrent plus de danger vis-à-vis de la société HUREL HISPANO et que de ce fait, la mise en place d'un mur coupe-feu, mesure passive destinée à protéger HUREL HISPANO ne se justifie plus, de même que l'implantation du RIA qui était un moyen d'intervention destiné à maîtriser un départ de feu sur le stockage en balles,

Qu'il convient d'appliquer l'article 18 du décret susvisé du 21 septembre 1977 et d'adapter les prescriptions, notamment sur le plan du risque,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : La société SITA NORMANDIE PICARDIE dont le siège social est 23, rue Victor Hugo ZAC des Bocquets 76230 BOISGUILLAUME est tenue de se conformer aux prescriptions ci-annexées pour l'exploitation de son activité de station de transit de déchets industriels et d'une déchetterie exclusivement réservée aux entreprises dans l'enceinte de l'usine HUREL HISPANO à GONFREVILLE L'ORCHER, route du Pont VIII

ARTICLE 2 : En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 3 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté ne préjudicie en rien aux dispositions du code de l'urbanisme. Dans l'hypothèse où un permis de construire est nécessaire, son instruction doit faire l'objet d'une demande distincte

ARTICLE 5 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées, de l'inspection du travail et des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques

ARTICLE 6 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L514-1 du Code de l'Environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée pendant deux années consécutives.

ARTICLE 7 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

ARTICLE 8 : Conformément à l'article L514-6 du Code de l'Environnement susvisé, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

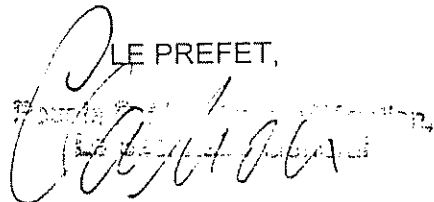
ARTICLE 9 : Les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, peuvent contester le présent arrêté en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente, en saisissant le tribunal administratif compétent dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

ARTICLE 10 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le sous-préfet du Havre, le maire de la commune de GONFREVILLE L'ORCHER, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de la commune de GONFREVILLE L'ORCHER.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

ROUEN, le

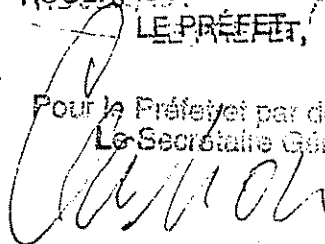
LE PREFET,



GILLES MOREL

Vu pour être annexé à mon arrêté,
en date du : **28 MAI 2004**,
ROUEN, le :
LE PRÉFET,

Pour le Préfet par délégation,
Le Secrétaire Général



Claude MOREL

Prescriptions complémentaires annexées à l'arrêté préfectoral
du

S.A. SITA NORMANDIE PICARDIE

Adresse du siège social :
23 rue Victor Hugo
ZAC des Bocquets
76230 BOIS GUILLAUME

Adresse du site :
Route du Pont VIII
76700 GONFREVILLE L'ORCHER

Station de transit de déchets industriels et
déchetterie de produits provenant exclusivement d'entreprises locales

SOMMAIRE

1 - OBJET	1
1 - 1- CONDITIONS GENERALES DE L'ARRETE PREFECTORAL	1
1 - 2- LISTE DES INSTALLATIONS AUTORISEES	1
2 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION	1
2 - 1- CONFORMITE AU DOSSIER ET MODIFICATIONS	1
2 - 2- DECLARATION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS	1
2 - 3- PREVENTION DES DANGERS ET NUISANCES	2
2 - 4- CONSIGNES	2
2 - 5- REGLEMENTATION GENERALE - ARRETES MINISTERIELS	2
2 - 6- CONTROLE	3
2 - 7- TRANSFERT - CHANGEMENT D'EXPLOITANT	3
2 - 8- ANNULATION - DECHEANCE - CESSATION D'ACTIVITE	3
3 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION	3
3 - 1- CONVENTION	3
3 - 2- AMENAGEMENT	4
3 - 3- CLOTURE	4
3 - 4- ACCES DU SITE	4
3 - 5- INSTALLATIONS ELECTRIQUES – PROTECTION Foudre	5
3 - 6- PRODUITS REFUSES ET ACCEPTES SUR LE SITE	5
3 - 7- PROCEDURE DE RECEPTION DES DECHETS DES ENTREPRISES	5
3 - 8- STOCKAGES	7
3 - 9- ENLEVEMENT DES DECHETS – REGISTRE DE SORTIE	7
4 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS	8
4 - 1- PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU	8
4 - 2- PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR	9
4 - 3- DECHETS PRODUITS PAR LES INSTALLATIONS	9
4 - 4- PREVENTION DES NUISANCES SONORES	10
5 - PRÉVENTION DES RISQUES	11
5 - 1- GESTION DE LA PREVENTION DES RISQUES	11
5 - 2- CONSIGNES	11
5 - 3- VERIFICATION	13
5 - 4- ORGANES DE MANŒUVRE	13
5 - 5- VENTILATION MECANIQUE	13
5 - 6- ÉVACUATION DES PERSONNES	13
5 - 7- AFFICHAGE	13
5 - 8- MOYENS NECESSAIRES POUR LUTTER CONTRE UN SINISTRE	13
5 - 9- EXERCICES INCENDIE ET INFORMATION DU PERSONNEL	14
5 - 10- INFORMATION DES SERVICES DE SECOURS	14
5 - 11- ACCES DE SECOURS - VOIES DE CIRCULATION	14

1 - OBJET

Les prescriptions annexées à l'arrêté préfectoral du 06 juillet 2000 sont remplacées par les suivantes

1 - 1- Conditions générales de l'arrêté préfectoral

La S.A SITA, dont le siège social est situé 23 rue Victor Hugo, ZAC des Bocquets – 76230 BOIS GUILLAUME, est autorisée à exploiter une station de transit de déchets industriels et une déchetterie sise Route du Pont VIII à Gonfreville l'Orcher, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté.

1 - 2- Liste des installations autorisées

Numéro de la rubrique	Désignation de l'activité	Régime
167 a	Station de transit de déchets industriels provenant d'installations classées	A
2710	Déchetterie aménagée pour la collecte des encombrants ou produits triés et apportés par le public, à l'exception du stockage en balle de papiers/cartons/plastiques. La superficie de l'installation est supérieure à 2 500 m ² (surface totale 4 240 m ²) Les matériaux et produits proviendront exclusivement d'entreprises locales. Le transit annuel sera inférieur à 10 000 tonnes par an.	A

2 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE L'AUTORISATION

2 - 1- Conformité au dossier et modifications

Les installations, objet du présent arrêté, sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et documents du dossier de demande d'autorisation non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Les installations sont implantées sur une superficie d'environ 13 000 m² comprenant notamment :

- la voie d'accès au site et autres voiries : environ 6 300 m²,
- la station de transit et la déchetterie : 6 800 m² comprenant les espaces verts (4 400 m²), les quais de déchargement et les bennes de stockage.

Il est veillé à favoriser la valorisation et le recyclage de ces déchets au sein de filières locales

Les installations présentes sont :

- un pont-bascule utilisé lors de la détermination de la masse des déchets entrants et sortants,
- un compacteur pour les déchets industriels banals,
- des bennes de stockage,
- une armoire étanche destinée à la réception des Déchets Toxiques en Quantités Dispersées (DTQD) constitués de batteries, piles et néons

Toute modification apportée par le demandeur, à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation accompagnés de l'avis du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, si ce dernier existe

2 - 2- Déclaration des incidents et accidents

Les accidents, incidents, pollutions accidentelles, survenus du fait du fonctionnement de l'installation de nature à nuire aux intérêts mentionnés à l'article 1^{er} de la loi du 19 juillet 1976 doivent être déclarés dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées conformément aux dispositions de l'article 38 du décret n°77.1133 du 21 septembre 1977.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport sur l'origine et les causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y parer et celles mises en œuvre pour éviter qu'il ne se reproduise.

2 - 3- Prévention des dangers et nuisances

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté doit être immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

2 - 4- Consignes

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations devront comporter explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à garantir, en toutes circonstances, le respect des dispositions du présent arrêté.

Les consignes intégreront notamment les risques liés aux manœuvres des véhicules en vue de charger et décharger les déchets, ...

La liste (non exhaustive) des consignes à établir en application du présent arrêté est la suivante :

OBJET / RÉFÉRENCE À L'ARTICLE	NATURE DE LA CONSIGNE
Contrôle des déchets entrants § 4 2	Définition de la procédure de contrôle de la radioactivité et des décisions qui en découlent.
Prévention de la pollution de l'eau § 8.1.1	Pollution accidentelle (par exemple épandage de produits polluants) susceptible de constituer une pollution des rejets aqueux de l'usine.
Prévention des accidents § 9.5	Précautions à observer pour prévenir les risques d'incendie.
Consignes en cas d'accident interne § 9.5.3.1	Mesures à prendre en cas d'accident (mise en œuvre des moyens d'intervention, appel de secours, évacuation du personnel).
Consignes en cas d'accident externe § 9 5 3 2	Mesures à prendre en cas d'émission de nuage toxique d'acide fluorhydrique (procédure d'information du personnel - sirène - évacuation du personnel et des clients vers le local de confinement, ...).
Consignes en cas de travaux § 9 5 4	Travaux générant une étincelle ou une flamme

Ces consignes sont écrites et validées par le responsable de la société.

2 - 5- Réglementation générale - Arrêtés ministériels

Les dispositions des textes ci-dessous sont notamment applicables de façon générale à toutes les installations et à l'ensemble de l'établissement (elles ne font pas obstacle à l'application des dispositions particulières prévues aux titres suivants) :

- ↳ Décret du 13 juillet 1994 relatif notamment aux emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages,
- ↳ Arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement.
- ↳ Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
- ↳ Arrêté et circulaire du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines Installations Classées
- ↳ Arrêté du 10 juillet 1990 relatif à l'interdiction de rejet dans les eaux souterraines.
- ↳ Circulaire du 30 août 1985 relative aux installations de transit ou de prétraitement de déchets industriels.
- ↳ Circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les Installations Classées.
- ↳ Circulaire du 13 avril 1995 relative à la mise en application du décret du 13 juillet 1994 susvisé

2 - 6- Contrôle

L'inspection des installations classées peut demander, à tout moment, la réalisation de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux ou de déchets ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores de l'installation. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant. Cette prescription est applicable à l'ensemble de l'établissement.

2 - 7- Transfert - Changement d'exploitant

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessite une nouvelle demande d'autorisation

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation

2 - 8- Annulation - Déchéance - Cessation d'activité

La présente autorisation cesse de produire effet au cas où l'installation n'aurait pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

En cas de mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant la date d'arrêt

Simultanément, l'exploitant doit adresser au préfet, un dossier comprenant :

- le plan à jour des emprises des installations mises à l'arrêt,
- un mémoire sur l'état du site comprenant au moins :
 - les mesures prises en matière d'élimination de produits dangereux résiduels et déchets,
 - les mesures envisagées ou prises pour la dépollution des eaux et sols éventuellement pollués,
 - les mesures de surveillance qu'il s'engage à exercer après l'arrêt des installations

L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article 1^{er} de la loi n°76.663 du 19 juillet 1976.

3 - CONDITIONS GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

3 - 1- Convention

L'exploitant établit une convention de droit privé avec la société HUREL HISPANO. Cette convention précise notamment que cette société s'engage à fournir à la société SITA qui aura en charge l'exploitation et la gestion de la déchetterie :

- les différentes énergies nécessaires au fonctionnement en toute sécurité de ses installations (eau, air comprimé, électricité, gaz naturel, ...),
- les moyens humains et matériels permettant d'assurer les secours et la lutte incendie, en particulier en cas de sinistre,
- la mise à disposition des réseaux d'assainissement pour recevoir les eaux pluviales et domestiques et des dispositifs de traitement et de confinement de ces effluents.

Cette convention est établie en respectant par ailleurs les objectifs suivants :

- le traitement des eaux est confié à la société HUREL HISPANO dans le respect des critères qualitatifs et quantitatifs fixés dans son autorisation préfectorale d'exploiter,
- les charges polluantes maximales produites par l'activité de l'exploitant sont définies afin de ne pas entraîner de perturbations des dispositifs de traitement des eaux de la société HUREL HISPANO
- la société HUREL HISPANO met à disposition de l'exploitant le réseau incendie et les moyens matériels incendie qui doivent être mis en œuvre pour le circonscrire et l'éteindre,
- la société HUREL HISPANO intègre dans son Plan d'Organisation Interne la plate-forme et les risques induits,

- le rejet des eaux issues de l'exploitation fait l'objet d'une autosurveillance de la part de la société SITA, communiquée à la société HUREL HISPANO et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées,
- des dispositions sont définies dans le cas où, suite à un incident ou accident, les effluents de la société SITA ne respecteraient pas les charges polluantes maximales définies précédemment,
- la société HUREL HISPANO doit informer l'exploitant de tout incident, accident interne pouvant occasionner des contraintes au niveau humain et environnemental,
- la procédure d'alerte mise en place par la société HUREL HISPANO en cas de survenance d'accident technologique majeur d'origine extérieure doit bénéficier à l'exploitant,
- la société HUREL HISPANO doit informer de cette alerte et mettre à disposition les locaux de confinement nécessaires,
- la surveillance du site est effectuée par des gardiens de la société HUREL HISPANO. Des rondes de surveillance après chaque fermeture de la plate-forme sont assurées par leur soin.

3 - 2- Aménagement

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les installations entretenues en permanence ne doivent pas créer de gênes particulières.

3 - 3- Clôture

Une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres entoure le site.

3 - 4- Accès du site

Un accès à la station de transit de déchets industriels et à la déchetterie est réalisé par la création d'une route carrossable à partir de la Route Industrielle au Sud du terrain de la société HUREL HISPANO.

Les deux extrémités de cette route sont fermées hors exploitation et font l'objet d'une surveillance.

Cette route est conservée carrossable et exempte de toute gêne pouvant nuire à la bonne circulation des véhicules. Elle est dotée de panneaux réglementaires du code de la route visant à garantir la sécurité des biens et des personnes (en particulier, limitation du tonnage, de la vitesse, interdiction de doubler).

À l'entrée de cette route carrossable (côté Route Industrielle), sont affichées les données suivantes :

- les déchets interdits et acceptés,
- le plan de circulation,
- les jours et horaires d'ouverture,
- la référence de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter.

La plate-forme SITA est accessible par deux entrées :

- l'une à l'Est, située dans le prolongement de la voie de liaison entre la Route Industrielle et le site SITA, permet l'entrée des véhicules apportant les déchets des entreprises et permet la sortie des véhicules SITA venant enlever les bennes remplies de déchets,
- l'autre à l'Ouest est exclusivement réservée à l'entrée des déchets provenant de la société HUREL HISPANO.

Ces deux entrées, avec accès contrôlés, sont munies d'un portail coulissant, d'une barrière levante ou de tout dispositif équivalent

Il en est de même pour l'accès aux bennes de stockage

3 - 5- Installations électriques – protection foudre

Les installations électriques sont réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 pris pour l'application des dispositions du livre II du code du travail en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques.

Un interrupteur général bien signalé permettant de couper l'alimentation générale est installé à proximité d'une sortie.

Les installations électriques sont vérifiées au moins une fois par an par une société habilitée

Les installations sont protégées contre les effets de la foudre, en application des arrêté et circulaire du 28 janvier 1993 et de la circulaire du 28 octobre 1996.

3 - 6- Produits refusés et acceptés sur le site

3 - 6 - 1 - Produits interdits

Les produits interdits sont notamment les :

- ordures ménagères de toutes origines,
- déchets verts en général,
- déchets liquides, pâteux ou pulvérulents même en récipients clos et étanches,
- matières ou déchets explosifs, radioactifs, toxiques et leurs emballages,
- déchets contenant de l'amiante,
- déchets ou matières contenant des huiles PCB ou PCT,
- cendres de toute provenance,
- déchets organiques,
- déchets contaminés provenant des hôpitaux ou cliniques, et les déchets d'abattoirs,
- déchets fermentescibles et/ou putrescibles ayant une durée de transit supérieure à 24 heures,
- déchets ou matières dont la température serait susceptible d'induire un risque quelconque (incendie, ...),
- fûts ou autres réservoirs.

3 - 6 - 2 - Produits autorisés

Dans les conditions précisées au paragraphe précédent, sont affichés les produits pouvant être réceptionnés après accord de l'opérateur du site.

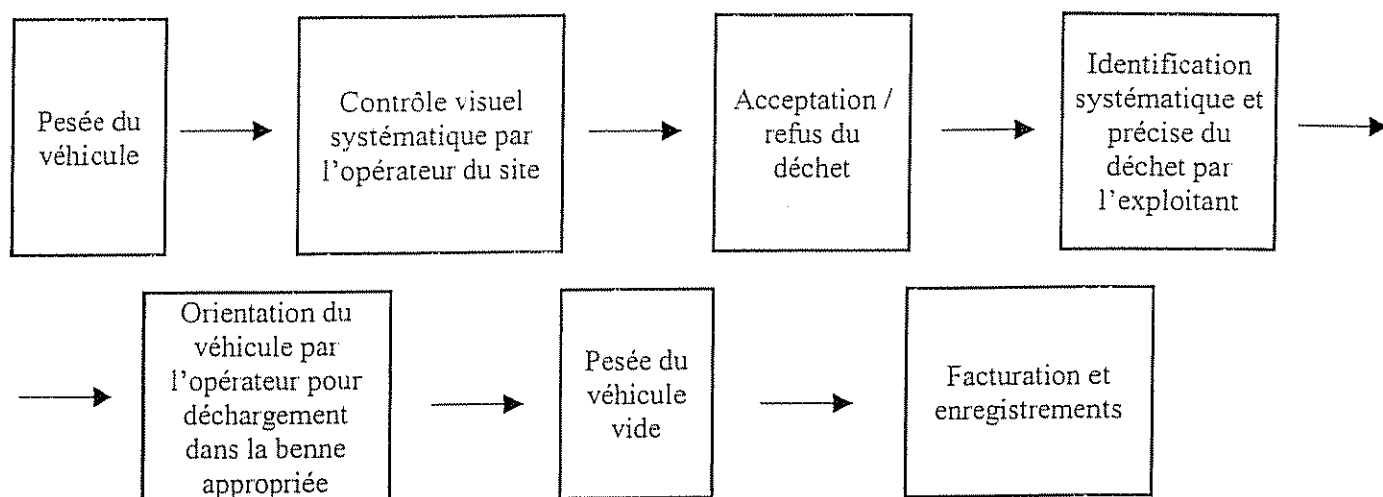
Les produits autorisés sont les :

- gravats non souillés par des produits dangereux,
- déchets industriels banals en mélange,
- chiffons souillés,
- cartons, papiers et bois,
- emballages vides souillés qui ont contenu des peintures ou des huiles,
- batteries, néons et piles,
- ferrailles en mélange (platin).

Cet affichage des produits interdits de réception et les produits susceptibles d'être acceptés est répété à l'entrée de la plate-forme.

3 - 7- Procédure de réception des déchets des entreprises

La réception des déchets s'effectue en respectant les séquences suivantes :



Le contenu de ce logigramme est complété comme suit.

3 - 7 - 1 - Pesage

Il est réalisé à l'aide d'un pont-basculé agréé pour transactions commerciales et respectant la réglementation en matière de métrologie

3 - 7 - 2 - Contrôle visuel systématique par l'opérateur du site

Ce contrôle visuel systématique est à l'initiative de l'opérateur qualifié de la plate-forme complété par la mesure du taux de radioactivité des produits à l'aide d'un appareil portatif adapté, dûment entretenu et étalonné.

Toute mesure anormale du taux de radioactivité donne lieu à l'application d'une consigne spécifique. Cette consigne est soumise à l'approbation préalable de l'inspection des installations classées. Elle est rédigée avant la mise en service de l'installation.

3 - 7 - 3 - Acceptation / refus du déchet

- Le refus de déchet est consigné immédiatement dans un registre spécifique.

Chaque refus entraîne l'inscription des données suivantes : date, heure du refus, nom de l'opérateur, société de transport et producteur concernés, nature du produit, volume, numéro d'immatriculation du véhicule.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

- Le déchet étant accepté, l'opérateur du site procède à son identification exacte.

3 - 7 - 4 - Orientation du véhicule par l'opérateur

L'opérateur du site oriente le véhicule pour le déchargement par le client dans la ou les bennes appropriées. Il donne toute consigne nécessaire pour se prémunir de la survenance de tout accident ou incident.

3 - 7 - 5 - Déchargement des déchets dans les bennes

Afin de garantir toute la sécurité nécessaire, l'opérateur assiste en permanence à la manœuvre du véhicule et au déchargement des déchets dans les bennes.

Le déchargement et le stockage des emballages vides souillés (pots de peintures vides, ...) sont réalisés par l'opérateur de la plate-forme.

3 - 7 - 6 - Registre d'entrée - Facturation

Chaque entrée de déchet fait l'objet d'un enregistrement précisant en particulier la date et l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets, l'identité du transporteur, le numéro du véhicule.

Il est mentionné également le lieu de stockage et la destination finale du déchet.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

3 - 8- Stockages

Tous les déchets réceptionnés sur le site sont stockés dans des bennes dédiées à un type de déchets et identifiées par nature de déchets.

Toutes les bennes contenant des déchets susceptibles d'être souillés par des matières polluantes sont couvertes afin d'éviter les infiltrations d'eau pluviale.

Tous les déchets susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol (batteries, piles, ...) sont stockés dans des récepteurs étanches et adaptés aux produits pouvant être contenus.

Ces récepteurs sont placés sur des cuvettes de rétention de dimensions appropriées. Ces cuvettes résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles pourraient contenir et leur dispositif d'obturation doit présenter ces mêmes caractéristiques et être maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas de déversement dans la cuvette de rétention ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou doivent être éliminés comme des déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

La manipulation de produits dangereux ou polluants, solides, est effectuée sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation tels que les fiches de données sécurité prévues dans le Code du Travail.

Le stockage des bennes est géré de façon à ne pas induire de risques incendie ou aggraver un incendie par propagation de flux thermiques à un stockage contenant des produits combustibles.

Il est veillé en permanence à l'absence de débordement des bennes.

Le site est régulièrement entretenu afin d'y éviter tout envol de poussières ou toute présence de produit sur le sol.

3 - 9- Enlèvement des déchets – registre de sortie

L'enlèvement des bennes s'effectue sous le contrôle de l'opérateur du site.

Chaque sortie de déchets fait l'objet d'un enregistrement précisant notamment la date, le nom et l'adresse de l'éliminateur destinataire, les modalités de transport, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement ainsi que le numéro d'immatriculation du véhicule.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

En application du principe de proximité, l'exploitant limite le transport des déchets en distance et en volume, tout en considérant les conditions économiques des solutions locales.

4 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS

GÉNÉRALITÉS

Les installations doivent être gérées de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres et la réduction des quantités d'effluents rejetés.

La présence de fûts ou de réservoirs est interdite

4 - 1- Prévention de la pollution de l'eau

4 - 1 - 1 - Prévention des pollutions accidentelles

L'ensemble des installations doit être conçu, réalisé, entretenu et exploité de façon qu'il ne puisse y avoir, même en cas d'accident, de déversement direct ou indirect de matières dangereuses, toxiques ou polluantes vers le milieu naturel.

En cas de déversement accidentel de produit polluant sur le sol, celui-ci doit être récupéré dans les meilleurs délais.

À cet effet, il est rédigé une consigne prenant en compte les actions à mettre en œuvre en cas de pollution accidentelle (épandage de produits, ...).

Un disconnecteur est inséré sur le réseau d'eau potable de l'établissement afin d'éviter tout phénomène de remontées des eaux souillées dans le réseau d'adduction du site.

Un muret, implanté à la périphérie de la zone de stockage des bennes, permet la mise en rétention des eaux ou liquides susceptibles d'être pollués afin de permettre le recueil des eaux d'extinction d'un éventuel incendie.

La fermeture manuelle d'une vanne, située en aval du réseau d'eaux pluviales, permet de retenir un volume de 500 m³ minimum.

4 - 1 - 2 - Étanchéification des surfaces

Hormis les espaces verts, l'ensemble du site est imperméabilisé par un revêtement de type béton ou bitume pour les voiries d'accès à la plate-forme et la plate-forme en elle-même.

4 - 1 - 3 - Eaux vannes

Les eaux sanitaires du local du personnel du site sont raccordées par un réseau spécifique à la station biologique de la société HUREL HISPANO.

4 - 1 - 4 - Eaux pluviales

Les eaux pluviales de la plate-forme et de la déchetterie et les eaux de lavage des sols (environ 1 m³ par mois) sont raccordées au réseau d'eaux pluviales de la société HUREL HISPANO pour y subir un traitement avant rejet dans le canal de Tancarville.

4 - 1 - 5 - Prélèvements et consommation d'eau

L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau.

En particulier, la quantité d'eau utilisée lors du lavage des sols est limitée au strict minimum.

4 - 1 - 6 - Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'eaux résiduelles même traitées dans une nappe souterraine est interdit.

4 - 2 - Prévention de la pollution de l'air

4 - 2 - 1 - Émissions de polluants - Brûlage

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émissions de fumées épaisses, de buées, de suies, de poussières, de gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage.

Notamment, tout brûlage à l'air libre est interdit.

4 - 2 - 2 - Conception des installations

Les installations sont conçues, équipées et exploitées de manière à limiter les émissions de polluants à l'atmosphère. Par ailleurs, toutes dispositions sont prises pour prévenir les risques d'incendie, d'explosion.

L'exploitant recherche par tout moyen, notamment à l'occasion d'opérations d'entretien ou de remplacement de matériels à limiter les émissions de polluants à l'atmosphère.

4 - 2 - 3 - Émissions diffuses - Poussières

Les dispositions nécessaires sont prises pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses (balayage régulier des sols de l'installation, mise en place de bâches ou de filets sur les bennes faisant l'objet d'un enlèvement du site, incitation aux déposants de mettre ces dispositifs sur leurs véhicules, ...).

4 - 2 - 4 - Odeurs

Toutes dispositions doivent être prises pour limiter les odeurs provenant des installations (respect des critères de réception des déchets, ...).

4 - 3 - Déchets produits par les installations

4 - 3 - 1 - Prévention

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour maintenir propres tous les locaux et pour limiter la production de déchets.

4 - 3 - 2 - Collecte

Les déchets seront collectés aussi souvent que nécessaire.

Les huiles usées issues des entretiens de la presse à papiers cartons, du compacteur, du chariot élévateur, ... sont éliminées conformément au décret du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées et aux textes subséquents.

Les huiles usées font l'objet d'un bordereau de suivi de déchets réglementaire.

Les déchets issus des poubelles du local administratif sont insérés dans la benne spécifique de la plate-forme.

4 - 3 - 3 - Élimination

Les déchets industriels sont éliminés dans des installations régulièrement autorisées au titre de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, dans des conditions nécessaires pour assurer la protection de l'environnement. L'exploitant est en mesure d'en prouver l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

4 - 3 - 4 - Transport et transvasement

L'exploitant s'assure que les transporteurs et collecteurs dont il accepte les services respectent les règles de l'art en matière de transport.

4 - 3 - 5 - Registre

L'exploitant tient une comptabilité régulière et précise des déchets produits par son établissement.

À cet effet, un registre sur lequel sont rapportées les informations suivantes est tenu à jour :

- nature et quantité des déchets de l'établissement,
- classification des déchets suivant la nomenclature officielle du 11 novembre 1997 (code à 6 chiffres),
- identité des entreprises assurant les enlèvements de déchets,
- identité des entreprises assurant le traitement,
- adresse du centre de traitement, mode d'élimination,
- les termes du contrat de cession passé avec l'exploitant agréé. Le contrat mentionnera la nature et les quantités de déchets pris en charge.

Ce registre est mis, à sa demande, à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées.

4 - 3 - 6 - Traitements internes

En l'absence d'autorisation préfectorale tout traitement interne par incinération est interdit.

4 - 4- Prévention des nuisances sonores

4 - 4 - 1 - Prévention

L'installation doit être construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Pour limiter la propagation des émissions sonores, les camions et engins circulent ou manœuvrent sur le site à allure réduite et pendant la journée de 7 h 00 à 19 h 00.

Le niveau sonore des installations notamment celles de la presse à cartons et du compacteur des déchets industriels banals est compatible avec les exigences des valeurs limites fixées aux articles 3.4.4

Les opérations de chargement et de déchargement s'effectueront dans la mesure du possible avec les véhicules ayant leur moteur à l'arrêt.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

4 - 4 - 2 - Transport - Manutention

Les véhicules de transport, de réception et d'enlèvement des déchets (camions, chariot élévateur, ...) utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores.

4 - 4 - 3 - Avertisseurs

L'usage de tous appareils de communications par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

4 - 4 - 4 - Niveaux sonores en limite de propriété

Les niveaux limites de bruit exprimés en dB(A) engendrés par le fonctionnement de l'établissement ne doivent pas excéder les valeurs suivantes en limite de propriété :

Le jour : 7 h 00 à 22 h 00	La nuit : 22 h 00 à 7 h 00
70 dB(A)	60 dB(A)

Les émissions sonores de l'installation ne doivent pas engendrer **une émergence** supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones d'émergence réglementées telles que définies dans l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h 00 à 22 h 00 sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h 00 à 7 h 00 ainsi que dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est mesurée dans les zones d'émergence réglementées au voisinage de l'usine, telles que les zones constructibles existantes, les locaux occupés (industriels, artisans) ou habités par des tiers et tout local s'implantant ultérieurement dans les zones constructibles connues à la date de notification du présent arrêté.

Selon l'échéancier en annexe, des mesures acoustiques seront réalisées afin d'apprécier le niveau sonore effectif de la plate-forme en fonctionnement.

5 - PRÉVENTION DES RISQUES

5 - 1- Gestion de la prévention des risques

L'exploitant prend toutes dispositions pour prévenir les incidents et les accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées pour obtenir et maintenir cette prévention des risques. Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

5 - 2- Consignes

5 - 2 - 1 - Consignes de sécurité

Le personnel doit être averti des risques d'incendie présentés par les produits entreposés et les précautions à observer.

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation. Les fiches de données de sécurité prévues dans le Code du Travail peuvent permettre de satisfaire à cette obligation.

Le personnel doit être averti des risques induits par les installations (compacteur, presse à papiers, ...)

Une consigne est établie afin de pallier les risques incendie.

5 - 2 - 2 - Interdiction de fumer

L'interdiction de fumer dans toutes les parties de l'installation hormis éventuellement le bureau est clairement affichée.

5 - 2 - 3 - Consignes en cas d'accident interne ou externe

5.2.3.1 - Consignes en cas d'accident interne

Le personnel doit être averti des **mesures à prendre en cas d'accident**. Il dispose de consignes de sécurité et d'incendie pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, pour l'évacuation du site, l'appel des secours de la société HUREL HISPANO et des pompiers.

5.2.3.2 - Consignes en cas d'incident externe

En cas d'incident externe dû notamment à des émissions toxiques, il est appliqué les consignes relatives à la procédure d'alerte.

Cette procédure décrit les mesures à prendre pendant toutes les phases de l'alerte (début, fin, ...) en précisant les circuits d'évacuation du personnel vers le(s) lieu(x) de confinement de la société HUREL HISPANO.

Ce(s) lieu(x), choisi(s) par l'exploitant en liaison avec la société HUREL HISPANO, doit(doivent) pouvoir accueillir l'ensemble du personnel et les « clients » se trouvant sur le site pendant l'incident.

Par ailleurs, la procédure d'alerte précise les modalités de mise en œuvre du confinement (fermeture de toutes les aérations du local, coupure des ventilations, ...).

En outre, elle doit être portée à la connaissance de l'ensemble du personnel. Ce personnel est par la suite sensibilisé à ses modalités d'application (exercice, ...).

5 - 2 - 4 - Permis de feu ou de travail

Tous les travaux de réparation ou de maintenance sortant du domaine de l'entretien courant ou mettant en œuvre une flamme nue ou des appareils générateurs d'étincelles ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un permis de feu ou de travail dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée.

Aucune intervention ne sera réalisée sans information précise de l'entreprise extérieure réalisant les travaux. Toute ouverture de chantier, réalisé par des entreprises extérieures donne lieu à l'établissement d'un plan de prévention conformément au décret n°92.158 du 20 février 1992.

Ces travaux ne peuvent s'effectuer qu'en respectant les règles définies par une consigne particulière établie sous la responsabilité de l'exploitant et jointe au permis de feu ou de travail.

Cette consigne définit les conditions de préparation, d'exécution des travaux ainsi que celles de remise en service des installations.

Le nombre de permis de feu ou de travail délivrés est compatible avec le respect de la sécurité tant au niveau général qu'au niveau des règles minimales de surveillance.

Ces permis de feu ou de travail ne sont valables qu'une journée. De plus, le personnel technique est chargé d'inspecter le chantier en fin de travaux pour s'assurer qu'il n'est pas générateur d'incidents.

Le personnel intervenant doit se conformer aux prescriptions figurant dans le permis de feu pour l'exécution des travaux par points chauds. Des rondes très fréquentes seront effectuées sur la zone d'opération pendant au moins 2 heures après la cessation de travail.

5 - 3- Vérification

Toutes les vérifications concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les appareils à pression, les engins de levage, les dispositifs de sécurité, doivent faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature des vérifications,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification : vérification périodique ou suite à un accident et, dans ce cas, nature et cause de l'accident.

Ce registre est tenu à la disposition du service chargé de l'inspection des installations classées.

5 - 4- Organes de manœuvre

Les organes de manœuvre importants pour la mise en sécurité de l'installation et pour la maîtrise d'un sinistre éventuel tels que coupure alimentation BT, arrêts coups de poing, ... sont implantés de façon à rester manœuvrables en cas de sinistre et/ou sont installés de façon redondante et judicieusement répartis.

Un interrupteur électrique général est installé à proximité d'une sortie. Celui-ci sera correctement signalé et permettra de couper le courant dès la cessation du travail.

L'action de cet interrupteur ne devra pas couper l'alimentation des moyens de secours.

5 - 5- Ventilation mécanique

Le bureau est doté d'une ventilation afin d'y renouveler l'air conformément à la législation du travail.

5 - 6- Évacuation des personnes

Il est en permanence veillé à ce que les dégagements des entrées et sorties du centre et l'issue de secours au Nord du site soient maintenus libres en permanence afin de permettre une évacuation sûre et rapide du personnel et de la clientèle (article R232.12.2).

5 - 7- Affichage

Sont affichés bien en évidence sur le site (article R232.12.20) :

- la liste et l'emplacement des matériels d'extinction et de secours et le personnel chargé de sa mise en œuvre,
- les personnes désignées pour diriger l'évacuation des occupants,
- les moyens d'alerte et les personnes chargées de cette tâche,
- le numéro d'appel téléphonique des sapeurs-pompiers (18)
- les interdictions de fumer et de pénétrer avec une flamme nue dans les parties présentant des risques particuliers d'incendie,
- les consignes de sécurité.

En outre, une signalisation indique l'interdiction de stationner sur les voies périphériques des bâtiments.

5 - 8- Moyens nécessaires pour lutter contre un sinistre

L'établissement doit disposer des moyens notamment en débit d'eau d'incendie pour lutter efficacement contre un incendie et répondre aux risques à couvrir.

5 - 8 - 1 - Poteaux d'incendie - Moyens incendie

Deux poteaux incendie conformes à la norme NFS 61 213 sont installés.

Chacun de ces poteaux assure un débit minimum de 2 000 litres par minute sous une pression dynamique de 1 bar

Avant la mise en service de la plate-forme :

- il est établi une attestation délivrée par l'installateur de ces poteaux mentionnant leur conformité à la norme NFS 62 200 et en précisant :
 - le débit minimal,
 - les pressions statiques et dynamiques,
- ces moyens de défense extérieure contre l'incendie sont réceptionnés en présence d'un représentant du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- un exemplaire du rapport de réception de ces moyens est transmis au Service PRÉVENTION - DIRECTION DEPARTEMENTALE DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS - BP 1026 - 76172 ROUEN CEDEX.

Le réseau d'eau incendie doit être maillé et sectionnable. Il est protégé contre le gel et comporte des vannes de barrage en nombre suffisant afin que toute section affectée par une rupture, lors d'un sinistre par exemple, puisse être isolée

Ces hydrants sont en permanence aisément accessibles

5 - 8 - 2 - Extincteurs

La défense contre l'incendie est assurée également par des extincteurs à eau pulvérisée et à poudre polyvalente.

Ces extincteurs sont appropriés aux risques encourus et facilement accessibles. Ils sont judicieusement répartis sur le site.

Les extincteurs sont vérifiés périodiquement et repérés par des pancartes. La date des contrôles est portée sur une étiquette fixée à chaque appareil.

5 - 9- Exercices incendie et information du personnel

Le personnel est instruit à la manœuvre des moyens de secours.

Des exercices de mise en œuvre du matériel incendie doivent avoir lieu au moins tous les six mois et être transcrits sur le registre de sécurité.

5 - 10- Information des Services de Secours

Les plans suivants seront transmis à Monsieur l'Officier, commandant le Centre de Secours Principal du Havre, en vue de permettre à ce dernier de répertorier l'établissement :

- le plan de masse (accès, poteaux d'incendie, réserve d'eau, ...),
- le plan de situation (sens de la circulation),
- les plans de niveaux faisant apparaître tous les locaux et les cheminements.

5 - 11- Accès de secours - Voies de circulation

Le site est accessible par la Route Industrielle au Sud du site et par l'entreprise HUREL HISPANO qui l'entoure.

Les voies de circulation, les pistes et voies d'accès sont nettement délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet (fûts, emballages, palettes, stockages divers, ...) susceptibles de gêner la circulation.

L'accès des camions-échelles des sapeurs-pompiers se fera à partir de la voie publique par une voie carrossable d'au moins 3 mètres de largeur et permettant le passage d'un engin d'au moins 3,5 mètres de hauteur. Cette voie est maintenue constamment dégagée, en particulier, tout stationnement est interdit sur les voies d'accès des secours.

En outre, cette voie aura les caractéristiques suivantes :

- pente inférieure à 15 %,
- surlargeur $S = 15/R$ dans les virages de rayon inférieur à 50 mètres,
- rayon de braquage intérieur : 11 mètres,
- force portante calculée pour un véhicule de 130 kilo-newton (dont 40 kilo-newton sur l'essieu avant et 90 kilo-newton sur l'essieu arrière, ceux-ci étant distants de 4,50 mètres),
- résistance au poinçonnement dans la section d'utilisation de 100 kilo-newton sur une surface circulaire de 20 dm².